

LES VOIES D'UNE ÉCOLOGIE MOTIVANTE

L'écologie n'est pas qu'une simple histoire de politique, elle relève d'un tout et est une réalité qu'il faut prendre à bras le corps. Ses valeurs sont communes à chacun, mais seulement si l'humanité s'harmonise et s'investit.

Margot DUCHESNE – [01/07/2021] – temps de lecture : 2 mn

MPE Concept se projette et imagine 3 voies en fonction de 3 scénarios envisageables à l'avenir

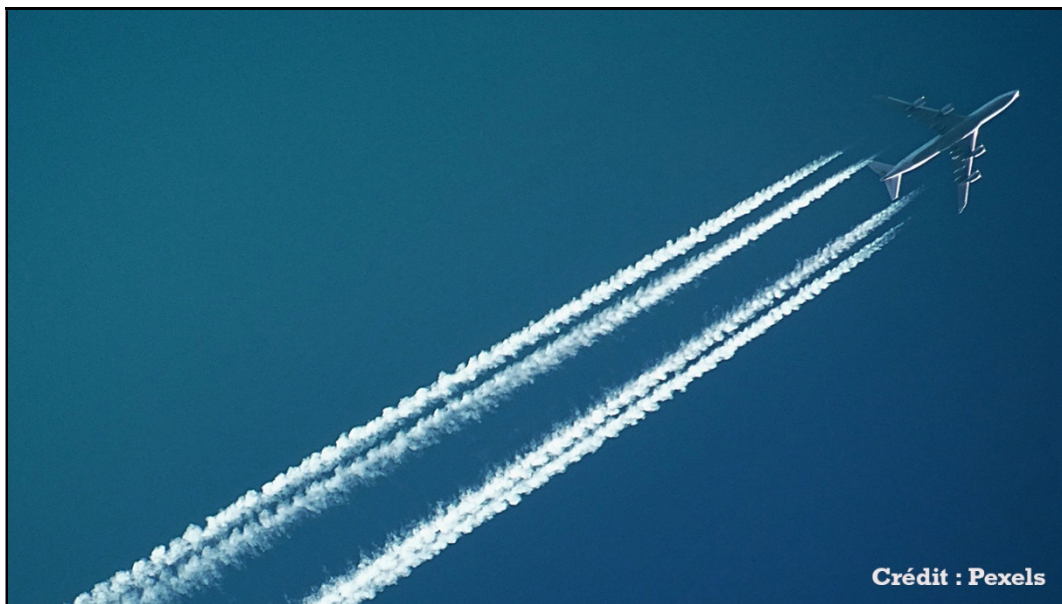


Image source : Pexels (<https://www.pexels.com/>)

MPE Concept se projette et imagine 3 voies en fonction de 3 scénarios envisageables à l'avenir. De telles conceptions permettent d'anticiper et de mieux préparer certaines éventualités.

La voie du programme écologique

En cas de catastrophe, la mise en place d'une politique écologique très contraignante accompagnée de dérives autoritaires est envisageable. On peut facilement établir un parallèle avec la politique actuelle en Chine qui est dictatoriale et répressive. La crise sanitaire liée à la Covid-19 est d'ailleurs gérée et contrôlée par le gouvernement chinois avec sévérité et intransigeance. Cette politique mène à l'oppression des habitants, mais aussi à l'éradication peu ou prou totale du virus. Ainsi, une dictature à visée numérique avec un système à points d'auto-surveillance et de rejets, reste une des possibilités. Une pareille gouvernance aurait pour résultat l'avènement d'individus marginaux et pénaliserait les plus pauvres. Par conséquence, le développement d'une écologie à marche forcée pour le meilleur et pour le pire consisterait à imposer des habitudes de vie respectueuses de l'environnement au lourd tribut. Ainsi, les plus riches pourraient s'adapter grâce à leurs moyens financiers, tandis que les pauvres ne seraient pas en mesure de suivre la cadence. Ils se verraient même attribuer de « mauvaises notes », ce qui les empêcheraient d'accéder à tous les privilèges de la vie. Une dictature pour une vie

davantage basée sur l'écologie, mais qui ne prendrait pas en compte les contraintes humaines . . .

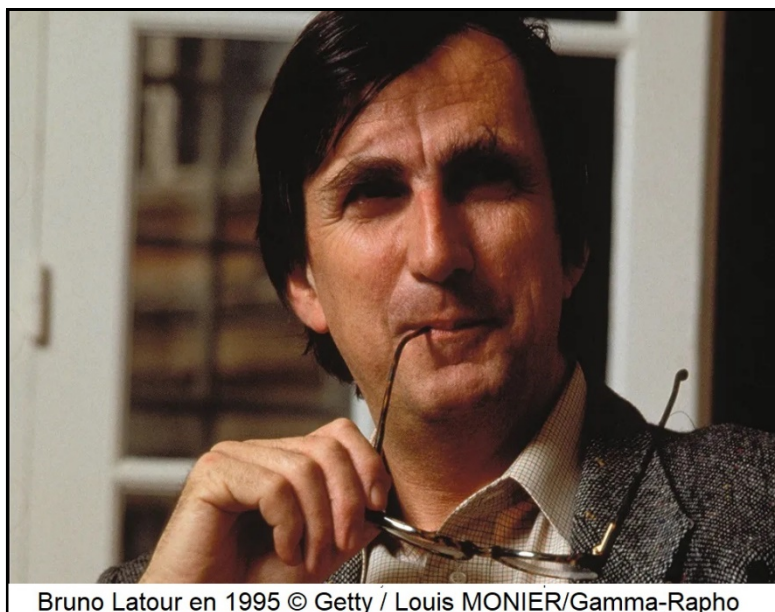


Image source : Pexels (<https://www.pexels.com/>) Photographie : [Maghradze PH](#)

La voie de la transformation économique

Lors d'un événement majeur, tel qu'un électrochoc suite à une crise mondiale, l'une des possibles situations est la création et la mise en place d'une nouvelle politique. A la manière de la COP 21, des accords financiers et économiques internationaux pourraient advenir de la part d'une instance supérieure qui réunirait des représentants des Etats du monde entier. Il existe bien l'ONU (Organisation des Nations Unies) qui fait la régulation entre les territoires, alors pourquoi pas la création d'une forme d'ONU consacrée à la politique écologique. Il serait tout à fait plausible d'imaginer une transformation des modes de transports et du commerce qui serait plus en adéquation avec l'environnement. Un élément régulateur supérieur aux Etats assurerait aussi la transformation de l'activité économique, industrielle et commerciale. Elle permettrait de ne pas confondre « click and collect » et stockage de données sur des plateformes américaines ou chinoises lors de chaque commande. Il ne faut pas oublier la transformation de la production agricole et celle des villes. Actuellement, seulement 2% de la population agricole nourrit 98% des Français. De fait, si l'agriculture française s'écroule, c'est la population française qui en pâtit.

Toutefois, toutes ces transformations seraient prises dans l'urgence - puisqu'il s'agirait d'un contexte de crise - et ne pourraient donc pas aboutir à une situation stable et acceptée de tous, sur le long terme. Nous pouvons facilement le concevoir puisque les décisions, prises par le gouvernement actuel français, varient en fonction de l'avancement du virus, et des découvertes scientifiques et médicales. Les mesures qui durent depuis un an maintenant, sont de moins en moins bien acceptées par les populations, que ce soit en France ou ailleurs dans le monde. Les gens sont las, fatigués et donc bien moins assidus et exemplaires.



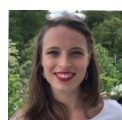
Bruno Latour en 1995 © Getty / Louis MONIER/Gamma-Rapho

La voie selon Bruno Latour

Un des cas de figure envisagé est celui du sociologue [Bruno Latour](#). Ce dernier propose l'établissement de cahiers de doléances pour compiler les plaintes et les dysfonctionnements qu'expérimentent chacun d'entre nous. Le philosophe français prône également la réappropriation du territoire par les citoyens afin de combattre l'individualisme. Pour cela, il faut aller les chercher, les convaincre, et avant tout les écouter. Le droit des objets est aussi une des mesures notables qui consisterait à responsabiliser tout le monde tout en les sensibilisant. Ainsi, si vous abandonnez un grille-pain au bord d'un trottoir, vous pourrez être poursuivi en justice par le toasteur lui-même ! Une idée folle au premier abord, mais qui, après réflexion, fait sens : lutter contre l'accumulation des déchets, et favoriser le recyclage ou la seconde vie de vos appareils. Le déclencheur, dont découleraient toutes ces décisions, serait la motivation par un projet écologique à la fois personnel et collectif. Tout commence par une impulsion, une envie et un besoin ressenti par soi-même. Dès lors, on peut concevoir des initiatives locales, des droits écologiques européens établis, ou encore la pérennité de mesures écologiques. Du reste, seul l'individu est à même de s'établir en citoyen en agissant collectivement pour le bien de tous. Toutes ces idées sonnent peut-être utopiques et idylliques, mais n'en demeurent pas moins réalisables.

Une question persiste et subsiste : quelle est la meilleure voie selon vous ?

Article rédigé sur la base des informations issues des éléments de réflexions de MPE Concept.



Margot DUSCHESNE + Journaliste
Contact : 0650 819 338 - margot.dchsn@hotmail.fr

